

«DÉGAGER LES MOYENS D'UNE MEILLEURE SOLIDARITÉ»

INTERVIEW

À LA TÊTE DU THINK TANK LASAIRE, L'EX-PDG D'AIR FRANCE ENVISAGE DES PISTES POUR SORTIR L'EUROPE DE LA CRISE.

Recueilli par **FRÉDÉRIQUE ROUSSEL**
Photo **AUDOIN DESFORGES**

On connaît surtout Jean-Cyril Spinetta comme ex-PDG d'Air France-KLM, mais celui qui fut aussi directeur de cabinet du ministre du Travail Michel Delebarre préside Lasaire (Laboratoire social d'action, d'innovation, de réflexion et d'échanges) depuis onze ans. Né en 1988, ce think tank syndico-patronal et proeuropéen avance quelques idées pour sortir l'Europe de la crise actuelle.

Pourquoi vous être investi dans Lasaire ?
Lasaire a été créé par Pierre Héritier sur une idée toujours d'actualité : rassembler des responsables syndicaux, des experts et des chefs d'entreprise pour réfléchir collectivement. Lasaire est socialement pluraliste, avec des visions convergentes sur le travail, la reconnaissance des syndicats, une certaine idée de la refondation des rapports entre capital et travail. Il a toujours vu l'Europe comme un espace de construction sociale. Notre biennale, qui débouchera sur un colloque en octobre prochain, travaille sur les solutions à la crise actuelle en Europe et sur le rôle que peuvent jouer les acteurs sociaux pour dépasser cette crise.

Un premier séminaire s'est tenu à Athènes sur ce thème. Qu'en retirez-vous ?
Le paysage grec est effrayant : 31% de taux de chômage, et même 60% chez les moins de 25 ans. Sur 900 000 PME, 200 000 ont fermé et 200 000 fermetures sont annoncées pour 2014. Les forces vives formées, médecins, ingénieurs, commerciaux, etc., quittent la Grèce par milliers. Au lieu de restaurer un futur, les politiques conduites sont en train de massivement obérer ce futur.

Politiques issues du diktat européen...
La réponse mondiale à la crise de 2008 a d'abord été keynésienne : protéger les établissements financiers et accepter de lourds déficits budgétaires. Je voudrais ici rappeler les termes du communiqué officiel du G20 tenu à Londres en avril 2009 : « Nous prenons en concertation des mesures budgétaires et nous mènerons toute notre politique économique de manière coopérative et responsable. » Les

deux mots clés sont là : concertation et politique coopérative. On ne pourrait mieux dire ! Arrive la crise de l'euro en 2010. Les pays de la zone euro décident que ce serait une folie de renoncer à la monnaie unique. Pour la sauver, ils écartent l'option fédérale un moment proposée par l'Allemagne et que la France ne retient pas. Ils s'orientent alors vers un système que l'on peut qualifier « d'assurantiel » avec notamment la création du Mécanisme européen de stabilité, doté d'une capacité de financement de 500 milliards d'euros, et le renforcement de la gouvernance budgétaire. Ce choix d'une gouvernance par les règles est en réalité un choix en faveur d'une politique d'austérité pour tous les pays de la zone euro.

Pour vous, on va dans le mur ?

Je le crains. La gouvernance économique de la zone euro reposait sur deux convictions : le marché unique et l'unité monétaire assureraient la convergence des économies et des Etats, et les critères budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance de 1997 éviteraient le déséquilibre des finances publiques. C'était oublier que lorsqu'on crée un espace économique unifié par une monnaie unique, les facteurs de production se concentrent dans les régions aux meilleurs avantages productifs. L'économiste Robert Mundell a décrit ce qui se produit dans une zone monétaire non optimale comme la zone euro : le centre s'enrichit et la périphérie s'appauvrit. Nous y sommes. Jacques Delors l'avait bien compris en disant, le principe de la monnaie unique adopté : « Ça ne marchera que si le budget de l'Europe est multiplié par dix. »

Avant la monnaie unique, les écarts de productivité entre les pays étaient corrigés pas des ajustements entre monnaies. L'Europe est désormais obligée de recourir à des dévaluations internes se traduisant par des révisions fondamentales des règles sociales et la baisse du coût du travail. C'est ce qui se passe en Grèce et dans d'autres pays. Mais cela ne marche pas. Il y a urgence à mettre en œuvre des politiques réellement coopératives entre pays de la zone euro.

C'est quoi inverser le cours des choses ?
Les choses sont peut-être en train de changer. L'accord intervenu en Allemagne entre les chrétiens démocrates et les socialistes (lire page 8) crée sans doute

les conditions d'un jeu plus coopératif. La Commission a récemment déclenché une procédure à l'égard de Berlin pour corriger ses excédents excessifs. Mais soyons clairs. Personne ne reproche évidemment à l'Allemagne d'être compétitive. Ce qui est en question, c'est son utilisation des excédents. Si elle continuait à ne pas dépenser ce qu'elle gagne, cela accroîtrait encore le risque déflationniste qui pèse sur la zone euro.

Que suggérez-vous ?

Il faut porter une attention particulière à un véritable aménagement du territoire européen. Il faut dégager les moyens d'une meilleure solidarité, d'une meilleure mutualisation entre le centre et la périphérie. Il existe depuis des années un lourd déficit d'investissement en Europe qui pénalise la croissance et prépare mal l'avenir. Pourquoi ne pas réfléchir à la mise en œuvre d'un fonds d'investissement européen doté de moyens annuels de l'ordre de 2% du PIB européen, soit environ 240 milliards d'euros et destiné à corriger ces déséquilibres structurels ? Ces crédits viseraient à préparer l'avenir pour les infrastructures, l'éducation, la recherche.

CV Enarque passé par les cabinets ministériels, Jean-Cyril Spinetta, 70 ans, a dirigé Air France pendant quinze ans où il a œuvré à la privatisation et à l'alliance avec KLM. Il vient de prendre la tête du Conseil national économie (CNEE) qui travaille sur l'articulation entre le système éducatif et les besoins du monde économique.

Si la gouvernance économique de la zone euro reste limitée à l'application de règles de discipline budgétaire, l'Europe peut s'enfoncer dans la crise avec un risque réel de déflation.

Ce sera suffisant ?

Non bien entendu. Il faut aussi, il faut surtout que les Européens arrivent à donner un sens concret aux principes simples cités du communiqué du G20, « concertation et politiques coopératives ». Quand Jacques Delors était président de la Commission, il avait décidé la tenue d'une conférence annuelle sur les politiques salariales, qui s'est tenue une fois à Cologne. Pourquoi ne pas imaginer de restaurer au sein de l'Europe ce mécanisme ? Les pays de la zone euro ont rejeté l'idée désastreuse d'une renonciation à la monnaie unique. Il faut maintenant qu'ils se mobilisent pour corriger cette fatalité d'un centre qui s'enrichit en permanence au détriment de la périphérie. Tous leurs efforts doivent viser à promouvoir des jeux coopératifs entre les économies nationales, et à restaurer ainsi l'idée d'une convergence de l'Europe dans le progrès et par le progrès. ♦



Jean-Cyril Spinetta, président du Lasaire.